

AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

Accidents de travail et crimes du capital

Un jeune menuisier de Neuchâtel est mort jeudi 24 septembre sur son lieu de travail. Avec deux de ses collègues, il tentait d'extraire un panneau de bois d'un stock d'une vingtaine de pièces. A trois! Deux pour retenir un poids de plus d'une tonne, et un pour essayer d'en extraire ce putain de panneau. Quand tout s'est cassé la gueule, le jeune ouvrier s'est retrouvé écrasé contre une paroi.

Mais qui veut nous faire croire à une fatalité?

Pour effectuer ce genre de tâche, il existe une multitude de machines et

d'outils : transpalettes, fenwick, leviers, treuils, sangles, chaînes... Mais on sait que souvent il faut faire 36 000 choses en même temps, et que lorsque une machine est occupée ailleurs, il faut quand même exécuter le travail, en foutant les mains là où devraient s'activer les fruits des progrès technologiques tant vantés.

Personne n'a envie de crever sous le drapeau pourri de son entreprise! Les patrons veulent bourrer les têtes de comportements modèles, comme le tristement célèbre dévouement au bon fonctionnement de l'entreprise. Dans cette sinistre discipline, la sécurité – même si elle est garantie sur papeler, tient autant de place que le cœur dans une carcasse capitaliste. « Accident », « irresponsabilité » de l'ouvrier, « maladresse »... voilà pourtant ce que va dégoiser la société capitaliste toute



entière!
Et surtout, il faut cacher que derrière cette mort horrible,

comme dans tous les cas semblables, il y a

un patron et ses exigences de super-rentabilité.

Un mort. Pas une célébrité. Dans la comptabilité charognarde des éditions de presse, ça ne vaut guère plus qu'une place à la rubrique des faits divers, avec peut-être comme un couvercle en or sur une poubelle, les condoléances du journal. C'est sûr que là, il n'y avait pas de boîtes noires à chercher. Plus de cris, plus de sang, et alors, probablement auras-tu droit à autre chose, dans les journaux, que le voisinage des chiens écrasés.

Un mort. Et pas Mitterrand, pas Mère Teresa... c'est peut-être pour cela que j'y pense encore. Et même si la presse nous bassine avec le changement de gouvernance en Allemagne, je peux vous le dire : les Kohl, les Schröder, les maîtres de ce monde, je me contrefous de leur sort; mais ce jeune ouvrier mort au boulot, ça me reste en travers de la gorge.

Dino Mittaz

Annonce

A partir du 9 octobre AUJOURD'HUI modifie son rythme de parution et devient bimensuel (deux fois par mois). Notre volonté en prenant cette décision est aussi de donner une nouvelle respiration au journal en nous donnant plus de temps pour la réflexion autour des articles et en nous permettant de réaliser ce que le manque de temps nous interdisait jusqu'à présent : réunions publiques, enquêtes, entrevues, etc. Ce changement est l'occasion d'organiser, ce que nous souhaitons depuis longtemps, une **réunion avec les lecteurs d'AUJOURD'HUI**. Nous serons heureux de rencontrer toutes les personnes intéressées le **vendredi 9 octobre 1998, à 20h30, au Carnotzet de La Cave Valaisanne, bd Georges-Favon 23, Genève**

Luttes

Genève et Vaud : grèves du service public

Capitalisme

Le puissant souffle vert de la réforme

Livre

Le Municipalisme libertaire de Janet Biehl

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle. Editeur responsable: Claude Cantini.

Tirage: 200 ex.

Adresse:

AUJOURD'HUI c/o Aide Mutuelle case postale 664, 1211 Genève 4

CCP: 17-471708-7

e-mail: edam.ch@tao.ca ou cas.ch@tao.ca

Étendu sur la grève

Le 24 septembre, les cantons de Genève et de Lausanne ont connu des mouvements de grève des employés de la fonction publique. Si Lausanne a connu une de ces vastes manifestations de fonctionnaires et salarié(e)s de l'État (et du parapublic) dont elle commence à avoir l'habitude (15 000 personnes dans la rue), la manifestation genevoise était grosse de 2500 à 3000 personnes. Des chiffres différents, deux situations particulières (composition politique du gouvernement, syndicats différents, etc.), mais qui connaissent des réalités fondamentales identiques (signification de la grève, sa gestion par les syndicats, disparités entre les employés de la fonction publique, etc.) que révèle cette analyse du cas lausannois

C'est la quatrième mobilisation de cette ampleur depuis juin 1995. Le lendemain, le quotidien « 24 heures » titrait « 15 000 grévistes prêts à recommencer ». Ce genre de fanfaronnade, malheureusement relayée par le triomphalisme irresponsable de certains dirigeants syndicaux, nous oblige à préciser le sens des mots : manifester et faire la grève sont deux choses différentes.

Certes, le 24 septembre, il y a des gens qui ont fait grève, qui ont débrayé quelques heures. Il semble bien, cette fois-ci, avoir été plus nombreux que d'habitude : des collages ont fermé dès la fin de la matinée; des arrêts de travail ont eu lieu dans les hôpitaux et dans des institutions de l'éducation spécialisée, etc. Mais, il y a aussi ceux qui, suivant les consignes du syndicat « modéré » la FSF, ont demandé un après-midi de congé, pour assister à une assemblée de débat... avec trois conseillers d'État! Et toutes celles et ceux qui se sont contentés de porter un badge et de se rendre à la manifestation.

Nous ne sous-estimons pas le mouvement. Dans ces contrées, désobéir au chef de service, cesser de faire confiance au gouvernement est pour beaucoup quelque chose d'absolument

nouveau. Ceci dit, il nous semble nécessaire que les personnes qui se battent pour leur salaire et leurs conditions de travail, ne soient pas mystifiées. Comment peut-on accepter qu'un leader syndical, dans un discours à la fin de la manifestation, affirme qu'« on a gagné », alors qu'aucune bataille décisive n'a encore eu lieu? Si la démagogie tient lieu d'analyse, le mouvement n'ira pas bien loin.

Le gouvernement semble, en effet, bien décidé à affronter l'épreuve de force. On a vraiment l'impression qu'il n'a peur de rien. Sans cela, pourquoi attaquerait-il de front l'ensemble de la Fonction publique (au plan salarial et au niveau de la caisse de pension) ainsi que de nombreux usagers? Pour le pouvoir, officiellement en tout cas, tout le monde doit faire des sacrifices. Du haut fonctionnaire... aux infirmières qui sont déjà débordées et qui devraient travailler encore plus pour moins, aux bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI qui vont devoir se passer de la prime de Noël de 100.-, aux bénéficiaires du RMR qui vont toucher encore moins que moins, etc.

Face à cette attaque frontale, la riposte unitaire semble la seule réponse

possible. C'est elle qu'invoquent les syndicats « de gauche » SUD et SSP. A leurs yeux, elle devrait inclure la fameuse FSF, et même, selon un leader du SUD, les conseillers d'État socialiste et écologiste. Bien qu'il semble couler de source, ce culte de l'unité est simpliste. D'abord parce qu'on peut parier que la FSF — même si elle s'est ralliée au mot d'ordre de grève pour le 6 octobre — tournera sa veste à la première « concession » venue. Ensuite, parce qu'à nos yeux, on ne peut défendre la Fonction publique en tant que telle, sans évoquer les hiérarchies salariales, les injustices, qui existent en son sein; sans rappeler qu'elle n'est pas bienfaite dans tous ses aspects. Les gendarmes, les fonctionnaires du service pénitentiaire qui défilait jeudi dernier... ne rempliront-ils pas leur rôle répressif, quand les luttes sociales prendront de l'ampleur dans nos contrées?

Enfin, notamment par l'appel qui est fait aux ministres de gauche, on essaie de faire croire qu'une autre majorité mènerait une politique très différente. Or les nombreux exemples que l'on peut observer à l'étranger, ou même à Genève, montrent que tel n'est pas le cas. Tout au plus peut-on observer qu'une majorité de gauche est en général plus habile à faire passer la pilule en divisant les opposants, que des ultra-libéraux du genre de ceux qui sont au Château.

Pour construire un véritable rapport de force, il faudrait que les travailleurs maîtrisent le rythme et la forme de leur mobilisation. Participer à des assemblées générales « démocratiques » où les résolutions sont préalablement établies, et même déjà imprimées, et où l'on fonctionne à l'applaudimètre, ça n'est pas très sérieux. C'est sur les lieux de travail qu'une véritable unité peut naître. Le refus des restrictions budgétaires prendrait tout son sens (y compris pour les usagers) s'il était traduit par l'exigence de création de postes là où ils manquent le plus.

En organisant des piquets de grève qui empêchent les gens de travailler, et non de simples stands d'information, on permettrait aux hésitants et surtout aux précaires de faire grève également. On oublie trop souvent que les contrats de durée déterminée sont de plus en plus nombreux à l'État. Si celles et ceux qui sont soumis à de tels contrats prennent l'initiative de faire grève, c'est leur emploi qui est directement menacé. L'unité : c'est vis-à-vis de ces personnes qu'il faut la faire en priorité, plutôt qu'avec les politiques et les bureaucrates syndicaux.

Ces derniers souhaitent négocier, être reçus au Château, il en va de leur crédibilité. Mais d'ici que les bien peu probables concessions qu'ils viendront à obtenir fassent sentir leurs effets à la base, là où les besoins sont les plus urgents, il risque de couler de l'eau sous les ponts. La lutte sociale, la résistance à l'exploitation est plus efficace quand elle résulte de l'auto-organisation des gens. Il n'y a aucune raison pour que les salarié(e)s de la Fonction publique vaudoise ne parviennent pas à une telle conclusion. Au moins dans certains secteurs.

G. Amista

M. Argery

Qu'est-ce qui est vert et qui nous sauvera du capitalisme ?

Non ce n'est pas une armée de petit pois révolutionnaires. C'est le capitalisme vert. C'est du moins une thèse à la mode si l'on en croit le dossier publié par le journal de la Déclaration de Berne, Solidaire

Certainement encouragés par les succès rencontrés dans la tentative de réformer l'État de l'intérieur et d'en faire un instrument d'égalité sociale, voilà que les réformistes s'attaquent à l'économie, en voulant utiliser le capitalisme pour la bonne cause. La logique est la même que dans le cas de l'État, ce n'est pas qu'il est, en lui-même, mauvais, c'est juste l'utilisation qui en est faite.

La méthode pour réformer le capitalisme? Investir dans des placements financiers « éthico-écologiques »¹. Cela signifie que l'on est attentif à favoriser « indirectement, par [ses] choix de placement, l'équilibre social et la protection de l'environnement » et que l'on évite de contribuer « à la destruction de l'écosystème et au creusement du fossé riches-pauvres ». Il s'agit aussi d'acquiescer des actions d'une compagnie afin de jouer les trouble-fêtes lors des assemblées générales. Le dossier du journal *Solidaire* souligne l'absolue futilité que recouvre ce concept. On s'aperçoit ainsi qu'aux États-Unis, la majorité des investissements de ce genre concernent des placements éthiques contre l'alcool ou le tabac et que les campagnes d'actionnaires recouvrent seulement une demande de plus grand contrôle.

Les investissements dans des domaines concernant plus directement l'environnement et des critères éthiques autres vont, par exemple, sous forme d'actions, à de jeunes entreprises « qui ne sont pas encore cotées en bourses [pour lesquelles] cet argent [constitue] un départ essentiel ». Cet argent leur met donc le pied à l'étrier capitaliste.

« Les instruments financiers permettant [de tels investissements] ne cessent de se multiplier ». Il faut dire que la soupe est bonne et que tout le monde s'y met. Par exemple, la SBS, a créé un fonds destinés aux entreprises « éco-efficentes » et « pionnières » parmi lesquelles on retrouve... Toyota. Mais cette entreprise est bien accompagnée



et ABB ou BP « apparaissent dans des fonds écologiques suisses ».

Investir d'une telle manière, c'est faire comme si le système financier capitaliste se divisait en compartiment étanches, alors que le fric vert ou pas, une fois dans la grande machine ne peut que l'aider à fonctionner. En fait, voilà un système très malin pour attirer l'argent d'une nouvelle génération de gens de « 30 à 50 ans bénéficiant de salaires confortables », « sensibles aux questions écologiques » qui peuvent ainsi faire coïncider « gestion du patrimoine et respect de [leur] principes ». Génial! On gagne du fric et en plus on fait le bien.

Gigantesque hypocrisie ou naïveté de croire, comme le fait *Solidaire*, que le capitalisme peut être amendé en lui permettant de se faire encore plus de fric, et que l'on peut « pousser les banques traditionnelles à changer de pratiques ». Ne doutons pas que les banques sont prêtes à adopter toutes sortes de pratiques quand il s'agit d'argent.

Il n'y a que la mise en place d'un écran éthique pour les gogos ou les tartuffes. Écran, d'ailleurs, si fin qu'il laisse passer les critères sociaux que « les responsables des fonds de placement en Suisse considèrent trop vagues et incontrôlables ». Ben voyons.

G. Amista

1. Toutes les citations sont extraites du dossier sur le sujet publié par dans le n° 147, septembre 1998, de *Solidaire*

La voix de son maître

La Tribune de Genève est plus que jamais l'organe de propagande capitaliste à destination du peuple genevois. La preuve en a été une fois de plus apportée dans le commentaire sur la grève de la fonction publique genevoise publié par ce journal en première page de son édition du 25 septembre 1998. L'idée qui y est exprimée est simple : les fonctionnaires en tant qu'employés de l'État n'ont pas le droit de revendiquer, ni même de négocier, car c'est antidémocratique. En fait, pour l'auteur de l'article, c'est au peuple de se prononcer sur les conditions de travail des employés de la fonction publique, car ce sont « les citoyens [...] qui fournissent les sommes nécessaires pour payer les fonctionnaires ». A ce compte-là, « qui de plus démocratique » que de se plier à leur décision? Ainsi, on nous dit, sans broncher et avec la belle assurance de l'automate, qu'un travailleur n'a pas à faire valoir, ne serait-ce qu'un avis, quant à son travail et aux conditions dans lesquelles il l'exerce. Si l'on poursuit ce raisonnement tordu, on ne voit pas non plus au nom de quoi les employés du privé pourraient bien défendre leurs intérêts, car d'ailleurs, c'est le patron ou les actionnaires qui leur payent les salaires.

Cet hypocrite appel à la souveraineté populaire et la feinte terreur de son auteur devant l'inquiétante « mise en cause » de la « démocratie » ne visent, en fait, qu'un seul but : délégitimer tout mouvement de la fonction publique. D'ailleurs, pour être bien certain de son effet, l'auteur de l'article rajoute une couche à sa grasse démonstration en recourant à l'image du fonctionnaire privilégié « à l'abri de bien des vicissitudes qui frappent les salariés du privé ». Ce qu'il oublie de dire, c'est que ceci est de moins en moins vrai et que parmi les raisons de lutte, se trouvent justement la précarisation galopante et la détérioration des conditions de travail dans le secteur public. Pas un mot, des sup-

pressions de poste pour une charge de travail qui, elle, ne diminue pas, ni des contrats de droit privé à durée déterminée auquel l'État recourt systématiquement. Rien non plus sur les « programmes d'occupation » à l'État, dans lesquels les gens sont super-exploités. « Occupations » qui ne donnent plus de nouveaux droits au chômage, mais qui si elles sont refusées peuvent conduire à une privation des prestations. Silence donc, sur le « bénéfice » que réalise l'État avec ces travailleurs au rabais, payés par l'assurance-chômage et la Confédération, qui accomplissent la même tâche qu'un de ses employés qu'il doit payer.

La logique qui est derrière l'argumentation développée dans la Tribune est celle de la division et de l'opposition. On sépare le politique du social, et on fait tout pour que les gens s'opposent les uns aux autres : le privé contre le public, les contribuables contre les fonctionnaires, ceux qui ont un peu contre ceux qui n'ont rien. Même si les fonctionnaires sont aussi des contribuables, même si des conjoints travaillent l'un dans le privé, l'autre dans le public, même si tous doivent travailler pour vivre. Cette tactique est vieille comme le capitalisme, mais elle conserve une grande efficacité car elle bénéficie de la quasi totalité des relais médiatiques. Il faut voir une de ses plus belles victoires dans l'abolition, par vote, du statut du fonctionnaire dans le canton de Zurich. Ce que les capitalistes ont gagné là, c'est ce dont rêve le chroniqueur de la Tribune et ceux qu'il sert : la destruction de tous les secteurs éventuellement combatifs et la création d'une masse, unie pour le coup, d'esclaves taillables et corvéables à merci. La baffe Zurichoise est pour tous les travailleurs, tous les chômeurs, tous les précaires, pour la MAJORITÉ de la population.

LA FABRIQUE DE LA VÉRITÉ

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des « vérités ».

« Deux défauts frappent [Swisscom]. Ainsi, même si 30% du capital sont vendus sur le marché, Swisscom restera une entreprise d'Etat. C'est une situation porteuse de tensions: d'une part, la direction cherchera à maintenir la rentabilité de l'entreprise; d'autre part, le conseil d'administration sera sensible à d'autres arguments, comme l'emploi. »

Contribution de Beat Wittman, responsable de la stratégie d'investissements à la Banque Clariden, propos reportés par E. Eckert, La Tribune de Genève du 26 septembre 1998

Le Municipalisme libertaire

Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire, Ecosociété, 1998, 293 p.*

Il faut tout de suite dire que derrière ce livre se trouve Murray Bookchin, et l'auteur de ce texte ne s'en cache pas. Son idée est de livrer un « résumé » aussi exact que possible des théories de celui-ci. Toutefois, il est bien clair que les dimensions d'un tel ouvrage ne sont pas propres à contenir les dizaines d'années de réflexion et de travail de Bookchin. Aussi, ce livre souffre-t-il d'une certaine tendance à la simplification et au raccourci. Ces défauts, difficilement évitables dans ce genre d'exercice, permettent tout de même de se faire une bonne idée de ce qu'est le municipalisme libertaire.

Bookchin est certainement un des principaux penseurs anarchiste de ce siècle. Après avoir été un syndicaliste très actif dans les années trente aux États-Unis, il s'intéresse à partir des années soixante à l'écologie et aux destructions causées à l'environnement par le capitalisme. Pour lui, comme pour Marx avant lui, « *le capitalisme est un système qui doit nécessairement détruire la société à cause de son principe directeur de production pour la production, de croissance pour la croissance* ». La solution est pour Bookchin la mise en place d'une société rationnelle communiste libertaire qui articule au mieux les intérêts des individus et la préservation de l'environnement naturel. Il est notable qu'à la différence de certains écologistes radicaux dits « profonds », il ne se défie pas de la technologie et, qu'il compte, au contraire, sur sa mise en œuvre bienfaisante, notamment pour tendre à supprimer les travaux les plus pénibles.

Bookchin a profondément étudié l'histoire de l'organisation politique des sociétés humaines. Sa conclusion est que c'est la Cité qui doit servir de base à la transformation sociale. Cette « histoire des Cités » est certainement un des aspects les plus intéressants du travail de Bookchin. Il observe qu'avec l'apparition de la Cité, c'est le champ politique qui s'ouvre et, sonnante la fin des appartenances tribales et claniques, permet l'émergence de l'espace public. Son idée est que l'existence de l'État n'est pas une fatalité et que dans son histoire il s'est vu confronté à la Cité. Un de ses modèles est celui des cités médiévales (Xe au XIIIe siècle), rencontrées par exemple dans le nord de l'Italie, dont il démontre l'opposition au modèle féodal en vigueur. Une opposition qui, d'ailleurs, ne cessera de croître, et se traduira par une volonté d'autonomie manifestée par les communes auprès et contre les seigneurs féodaux. Pour lui, le politique ne se confond pas forcément avec l'État, et la Cité offre des possibilités pour des pratiques de démocratie directe.

Il relève d'ailleurs que l'État-nation, hégémonique à l'heure actuelle, ne peut se construire qu'au détriment des unités municipales. Pour autant, on ne trouve trace chez lui d'aucune complaisance à l'égard des modèles qu'il a étudiés. Il reconnaît toute l'étendue de leurs lacunes, comme à Athènes ou dans les cités médiévales

qui ne conféraient aucun droit politique aux femmes, et ne conféraient pas le statut de citoyen aux plus pauvres.

Malgré cela, Bookchin estime qu'il y a là source à inspiration pour une organisation sociale libertaire. Pour lui l'espace de la ville et, encore plus, celui du quartier permettent de mettre en relation des individus sur des sujets qui les concernent également : environnement, éducation, transport. La base de l'organisation municipaliste libertaire sera donc l'assemblée populaire souveraine. On trouvera une assemblée pour chaque ville ou partie de ville pour les plus grandes, qui seront reliées entre elles sur le modèle de la confédération. Concernant le fonctionnement de ces institutions, des garde-fous directement empruntés aux idées anarchistes seront mis en place afin d'éviter que l'apparition d'une classe politique. Ainsi, le pouvoir décisionnel reviendra en toute chose à l'assemblée, et ses représentants seront désignés pour dire ou faire ce pour quoi l'assemblée les aura mandatés. Tout cette réalité future du municipalisme libertaire est longuement présentée dans ce livre, mais les exemples concrets sont peu très peu nombreux, ce qui n'aide pas à rendre l'ensemble clair.

Comme dans toute théorie révolutionnaire, une des colles qui est posée est celle de la transition, c'est-à-dire des actions à mener et des structures à mettre en place en vue d'un changement radical de société. Bookchin envisage de participer aux élections municipales dans le but d'utiliser la campagne pour faire connaître les idées municipalistes, et d'avoir des représentants à l'assemblée municipale, où ils pourraient faire valoir leurs idées et influencer la politique municipale. Cette proposition est pour le moins étonnante de la part d'un anarchiste, lorsque l'on sait la défiance – justifiée! – de ces derniers à l'égard des élections. En effet, qu'est-ce qui va garantir que les élus se tiendront au programme de leur groupe, et qu'aucuns de ceux-ci ne va accepter une place dans l'exécutif (ce contre quoi Bookchin met pourtant en garde)? Selon lui, la force de caractère et de conviction des militants. Cette réponse n'est bien sûr pas satisfaisante, et cette idée d'intégrer, ne fut-ce qu'au niveau local, le jeu électoral apparaît comme le plus sûr moyen de se dissoudre dans le système.

Bookchin préconise aussi de mettre en place dès aujourd'hui des assemblées municipalistes libertaires, lieux d'apprentissage pour les militants, parallèlement aux institutions classiques, qui n'auront certes, aucun réel pouvoir, mais qui en se renforçant deviendront de fait (accroissement du nombre de membres, action directe) des interlocuteurs obligés pour les autorités. Mais la question se pose de la tolérance par ces dernières de telles structures, si d'aventure celles-ci parviennent à dépasser le stade de la discussion pour avoir un impact effectif sur leur réalité. Pour Bookchin, cette confrontation est inévitable et

même souhaitable, car, le but est selon lui, d'en arriver à créer une situation révolutionnaire, mais ce livre nous dit peu de choses sur la façon de se comporter lors de telles « crises ».

Mais la plus grande objection qui est à faire à la théorie de Bookchin c'est qu'elle ignore quasi totalement, du moins dans la version de Janet Biehl, la dimension économique. On sait certes que l'économie, une fois faite la révolution municipaliste libertaire, sera municipalisée, c'est-à-dire que la gestion de la production sera entre les mains des assemblées de citoyens. Il nous est aussi dit que les travailleurs auront aussi leur avis à donner en tant que citoyens mais que comme travailleurs, ils ne sauraient avoir le contrôle de la production car cela pourrait faire renaître la concurrence entre usines. Ce problème peut effectivement se présenter, mais on peut aussi imaginer que les assemblées de citoyens en viennent à faire preuve d'autoritarisme à l'endroit de certaines catégories de travailleurs peu représentés en leur sein, car Bookchin signale que la participation aux assemblées ne sera pas obligatoire. Si l'économie municipaliste libertaire est peu définie, c'est qu'il l'écarte d'entrée d'un processus qui est fondamentalement politique. Ainsi, pour maintenant rien n'est dit concernant la lutte contre le pouvoir des capitalistes dont l'action ne cesse de dégrader les conditions de vie des individus. Là-contre, ni les assemblées citoyennes parallèles et symboliques, ni quelques élus municipaux, même fidèles, ne pourront rien faire. De même, il n'est guère tenu compte du fait que, si les problèmes de la ville et du quartier peuvent rapprocher les gens, les mêmes personnes ne continuent pas moins à occuper des places différentes dans l'organisation sociale et économique et de disposer de moyens différents (argent, temps). A ces conditions, des disparités difficilement surmontables risquent d'apparaître dans une assemblée qui ne prendra pas en compte cette réalité. A la question qui est posée à Bookchin en fin d'ouvrage concernant le temps et les possibilités qui manquent aux citoyens les plus défavorisés pour « *se présenter à une assemblée publique* », il répond : « *si les gens veulent devenir des êtres humains plutôt que des organismes qui ne font que survivre, je prétends qu'il faut faire quelques compromis* ». Cette réponse brutale – c'est un euphémisme! – semble ignorer que beaucoup sont aujourd'hui dans des situations de survie auxquelles seule une amélioration de leur situation économique peut remédier. Pour cela, un projet révolutionnaire doit intégrer le vécu économique des personnes.

G. Amista

Vous pouvez commander ce livre à :
EDAM Europe c/o Aide Mutuelle,
case postale 664, 1211 Genève 4